



Retour sur un demi-siècle de solidarité Québec/Chili et Nord/Sud (1970 -2024)

Par Yves Vaillancourt

Professeur émérite, École de travail social, UQAM

Chercheur émérite du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Membre du Fonds Solidarité Sud (FSS)

INTRODUCTION

Le texte qui suit a d'abord été préparé pour soutenir une intervention faite dans un Webinaire, tenu le 14 septembre 2023, sur le thème : « 1973-2023 : 50 ans de solidarités Québec-Chili », sous les auspices du Centre justice et foi (CJF), le Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL) et le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), en partenariat avec la Fondation Salvador Allende de Montréal. Ce webinaire a eu lieu dans le cadre du programme d'activités réalisées en septembre et octobre 2023 par la Fédération Salvador Allende pour commémorer au Québec le 50^e anniversaire de la mort du Président Salvador Allende¹.

Dans la version produite pour le Webinaire, j'ai tenu compte de la commande transmise par les organisateurs du Webinaire, notamment par Frédéric Barriault, alors responsable de la recherche au Centre justice et foi (CJF)². Cela m'a amené à mettre l'accent sur le développement de nouvelles formes de solidarité qui se sont développées, au cours des années 1970, entre des réseaux de chrétiens de gauche au Québec et au Chili. Je l'ai fait en me penchant particulièrement sur les interactions auxquelles j'ai participé entre le Réseau des politisés chrétiens (RPC) au Québec et le mouvement des Chrétiens pour le socialisme (CPS) au Chili et dans d'autres pays latino-américains.

Le texte est divisé en deux parties. La première porte sur la solidarité Québec-Chili, dans les années 1970 en mettant l'accent sur l'apport des chrétiens de gauche. Cette partie prend la forme d'un témoignage personnel, ce qui m'amène, à utiliser le « je » et à documenter le rôle que j'ai joué dans le développement de ce courant.

La deuxième partie, plus distancée et analytique, revient sur l'évolution du modèle de solidarité Nord-Sud, de 1970 à aujourd'hui, en portant attention aux inter-influences qui

¹ Lien pour accéder au programme du Webinaire sur le site du Centre justice et foi. <https://cjf.qc.ca/activites-publiques/activites/webinaire-1973-2023-50-ans-de-solidarites-quebec-chili/>

² Au moment de la tenue du Webinaire, le CJF était bien vivant et débordant d'activités, ce qui donnait à penser que mon texte aurait pu être rendu accessible sur son site web après l'événement. Malheureusement, dans les mois qui ont suivi le Webinaire, le CJF a été plongé dans une grave crise et ses activités ont été suspendues, sans qu'on puisse savoir présentement si cette fermeture sera temporaire ou définitive. Voir François Gloutnay. « EXCLUSIF. Le Centre Justice et Foi suspend ses activités », *Présence-Info*, 21 mars 2024. <https://presence-info.ca/article/actualite/religion/le-centre-justice-et-foi-suspend-ses-activites/>

s'établissent, à certains moments, entre d'anciens organismes de coopération internationale (OCI) apparus dans les années 1950 et 1960 (comme L'Entraide missionnaire, CUSO-SUCO, le CECI, Développement et paix, les Œuvres du Cardinal Léger, OXFAM-Canada) et de nouveaux OCI apparus dans les années 1970 (comme le Secrétariat Québec / Amérique latine (SQAL), le Comité Québec / Chili (CQC) et le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), l'association québécoise des organismes de solidarité internationale (AQOCI), etc.

En conclusion, je partagerai quelques réflexions et interrogations sur la coopération Québec-Chili à l'époque du gouvernement de Salvador Allende et à celle du gouvernement de Gabriel Boric.

1. L'APPORT DES CHRÉTIENS DE GAUCHE DANS LA SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI, IL Y A 50 ANS : UN TÉMOIGNAGE PERSONNEL³

En faisant appel à ma mémoire et à la relecture de certains écrits anciens et récents, voici les faits qui m'apparaissent être parmi les plus significatifs en suivant un ordre chronologique et en conférant une importance particulière à la solidarité Québec-Chili et à la participation des chrétiens de gauche dans cette solidarité.

Été 1970. *Je fais une mission de 3 mois en Amérique latine et centrale (ALC), dont 5 semaines au Chili* pendant la campagne électorale d'août-septembre 1970 qui a permis l'élection de Salvador Allende le 4 septembre⁴. Le but de cette mission, c'est de développer des contacts avec des chrétiens de gauche en ALC, principalement au Chili. Je mène une enquête-terrain sur trois grands courants dans l'Église catholique au Chili, c'est-à-dire les courants conservateur, réformiste et révolutionnaire. Je m'intéresse en particulier à l'analyse des rapports, voire des conflits, entre les chrétiens qui sont proches de ou dans le Parti démocrate-chrétien et les chrétiens socialistes engagés dans la mouvance de l'Unité populaire dirigée par Salvador Allende⁵. Cette coalition réunit en son sein ou dans sa périphérie plusieurs sensibilités et 7 partis politiques. Dans ce séjour de 5 semaines à Santiago, je suis soutenu fortement par Gonzalo Arroyo, S.J. (1925-2012), un des leaders du mouvement des Chrétiens pour le socialisme (CPS) au Chili, voire en Amérique latine. Gonzalo est devenu un ami qui nourrissait une affection particulière à l'endroit du Québec, à la suite d'un séjour de deux années d'études en philosophie dans les années 1950. Au moment de mon séjour au Chili, en août et septembre 1970, Gonzalo militait dans le MAPU (tendance Garretton). Il a facilité mon entrée dans un grand nombre d'organisations, d'institutions et de luttes où agissaient des militantes et militants chrétiens de gauche. Il m'a particulièrement encouragé à faire une étude de cas sur la crise d'ILADES, une institution de formation et de recherche jésuite marquée à l'époque par un clivage entre une tendance réformiste favorable à la Démocratie chrétienne (Pierre Bigot, Roger

³ Comme je suis au cœur de plusieurs développements dont il est question dans ce texte, en particulier dans la première partie, j'emploie souvent la première personne.

⁴ Dans la nuit du 4 septembre, j'étais là lorsqu'Allende a livré son discours de victoire à partir des balcons de l'édifice de la Fédération des étudiants du Chili (FECH) à Santiago.

⁵ Yves Vaillancourt (1970). *L'Église en Amérique latine*, dossier présenté à M. Bernard Charles, professeur de science politique et à M. Jacques Grand'Maison, professeur de théologie, Montréal, Université de Montréal, 52 p. (Texte inédit à déposer dans mon fonds d'Archives 169P à l'UQAM).

Vekemans *et al.*) et une tendance révolutionnaire favorable à l'Unité populaire (Gonzalo Arroyo, Franz Hinkelammert *et al.*)⁶.

Automne 1970. À mon retour au Québec, je note et contribue à alimenter la montée fulgurante de la curiosité des milieux progressistes et démocratiques québécois pour obtenir des informations et des analyses concernant ce qui se passe au Chili et dans le gouvernement de l'Unité populaire. Quelques semaines après mon retour, c'est la crise d'octobre, la loi des mesures de guerre, etc. Je réponds à plusieurs invitations pour expliquer ce qui se passe au Chili. Je fais des présentations à Outremont, à l'Université de Sherbrooke, à l'Université du Québec à Chicoutimi, à la Clinique médicale de la Pointe-St-Charles, au conseil d'administration provisoire du Centre de formation populaire (CFP) où je siège, etc.⁷. Je partage les informations avec des collègues du Comité de rédaction de la revue *Relations* qui a entrepris un virage depuis l'automne 1969 et du Centre coopératif de recherche sur les politiques sociales (CCRPS) en train de naître, etc.

Automne 1970-Hiver 1971⁸. Je fais partie d'un collectif de réflexion qui s'intéresse à la pensée de Paulo Freire. Ce groupe se réunit une fois par mois dans les locaux de la petite communauté jésuite à laquelle j'appartiens au coin de Déom et Côte-Sainte-Catherine. Parmi les membres de ce collectif qui a fonctionné pendant un an, il y a André Mailhot et François Asselin qui travaillent avec Paul Gérin-Lajoie à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Jean Ménard, Serge Wagner et quelques autres dont j'oublie les noms.

Au cours de l'année 1971. Avec l'aide de quelques collaboratrices et collaborateurs, je fais une tournée du Québec dans le but de sonder et d'alimenter l'intérêt à créer un « Réseau de politisés chrétiens ». Dans le numéro de la revue *Relations* de septembre 1971, je publie un article intitulé « Un réseau à bâtir »⁹. Dans cet article, en m'appuyant sur les échanges et réflexions générées lors de ma tournée du Québec et sur les informations ramenées du Chili, je présente le concept et les objectifs du Réseau à construire. L'idée est de créer un lieu où des militants et militantes de gauche, chrétiens de différentes sensibilités et tendances (incluant des tendances social-démocrates et des tendances marxistes diversifiées), pourraient mener une réflexion théologique basée sur leurs pratiques sociales et politiques. Il s'agit d'une approche qui irait dans le sens d'une théologie de la libération qui collerait à la réalité québécoise¹⁰. L'équipe qui m'accompagne dans ma démarche et manifeste son intérêt comprend des personnes comme Gisèle

⁶ Voir mes deux publications internationales sur la crise d'ILADES mentionnées dans la bibliographie.

⁷ Pour un autre récit de la même histoire il y a près de 30 ans dans : Yves Vaillancourt, « Pourquoi on s'intéressait au Chili en 1970 », *À l'heure latino-américaine*, revue du CEDAL, 2^e époque, nos 15-16, printemps 1994, p. 31-33. Comme ce texte est difficile d'accès, je le dépose dans mon fonds d'archives à l'UQAM.

⁸ C'était sans doute au printemps 1969. André Mailhot, François Asselin et moi avons lancé, au printemps 1969, une revue sur la solidarité Nord-Sud dont le nom faisait écho au socialisme de Julius Nyerere, président de la Tanzanie. Malheureusement, j'ai perdu le nom et la trace de cette publication.

⁹ Yves Vaillancourt, « Un réseau à bâtir », *Relations*, no 363, septembre 1971, p. 174, 239 et suivantes.

¹⁰ Voir dans la bibliographie la liste incomplète des articles et autres textes publiés par moi ou d'autres sur ces objets à l'époque.

Ampleman, Jean Ménard, Gérald Larose, Karl Lévêque, Gilbert Renaud, Lorraine Guay, Pierre Goldberger, Lucienne Hick, Isidore Ostiguy, Claude Hardy, Jacques Boucher, Jeannette Thiffault, Joseph Giguère, Marie-Claire Nadeau, Henri-Paul Labonté, Alain Teasdale, Judith Dufour, Jean-Pierre Beaudry, Rosaire Tremblay, Roger Poirier, Margo Power, etc. Le RPC est lancé à partir d'une session de formation tenue en avril 1972 avec une quarantaine de personnes sur les chrétiens dans la lutte des classes. Guy Bourgeault rend compte de ces échanges dans un article publié dans le no de mai 1972 de *Relations*. Le titre de l'article est : « **Un réseau qui se bâtit** »¹¹.

Avril 1972. Je participe à une nouvelle mission de 15 jours au Chili.

Je me retrouve à nouveau à Santiago du Chili pendant 15 jours dans une délégation de 4 personnes soutenue par RPC et le Centre de formation populaire (CFP). Quelques jours avant le départ, nous devons être 5 participants avec l'inclusion dans la délégation de Michel Chartrand, président du Conseil central de la CSN à Montréal. Toutefois, ce dernier a dû se désister en raison de ses responsabilités dans la lutte du Front commun des syndicats du secteur public. Dans le groupe des 4, deux appartiennent formellement au Réseau (Karl Lévêque et moi); deux sont des cofondateurs du CFP tout en étant des alliés du Réseau à l'époque (Louis Favreau et Pierre Lagrenade).

Sur les 15 jours du voyage, 5 sont consacrés à notre participation au Congrès latino-américain des Chrétiens pour le socialisme. Le programme de la conférence comprenait une rencontre inoubliable des 400 congressistes pendant 90 minutes avec le président Allende, à *La Moneda*, le Palais du gouvernement. Le programme impliquait aussi la présentation de rapports nationaux faits par les délégations de divers pays latino-américains présentes au congrès. De façon paradoxale, dans ce cadre, la délégation québécoise a été traitée comme une délégation latino-américaine. C'est ainsi que j'ai présenté en plénière au nom de notre délégation, un rapport de 3 pages sur la situation des CPS au Québec¹². Notre rapport fut très bien accueilli. Après le congrès des CPS, nous avons utilisé les 10 derniers jours pour mener une enquête-terrain dans laquelle nous étions encadrés par Yves Laneuville et Chago Boivin avec 4 ou 5 activités par jour. Dans cette virée intense et colorée, nous avons rencontré des militants et militantes engagés dans plusieurs expérimentations et organisations sociales et politiques représentatives des luttes du mouvement ouvrier et populaire et du gouvernement de l'Unité populaire.



Les Québécois : Louis Favreau et Pierre Lagrenade (CFP), Yves Vaillancourt et Karl Lévêque du RPC : à la sortie de *La Modena* suite à la rencontre avec le président Allende

¹¹ Guy Bourgeault, « Un réseau qui se bâtit », *Relations*, mai 1972, p. 142. Sur les origines du RPC, voir Catherine Foisy et Christophe Genois-Lefrançois, « Du Chili d'Allende au Québec : inspirations et parcours du Réseau des politisés chrétiens (1969-1972) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p.142-159.

¹² J'ai retrouvé récemment le texte original de 3 pages en espagnol de ce rapport, grâce à l'historien Nikolas Barry-Shaw qui l'avait en sa possession.

Juin et juillet 1972. De retour au Québec, nous publions *deux dossiers dans la revue Relations*. Le premier sur le Congrès des CPS, le deuxième sur l'expérience sociopolitique du gouvernement de l'UP. J'en profite pour dire que pendant les années 1970 à 1976, le Père Irénée Desrochers directeur et Guy Bourgeault, secrétaire de rédaction, avec l'appui de plusieurs membres du Comité de rédaction de la revue *Relations*, dont Julien Harvey, sont eux-mêmes dans une mouvance social-démocrate. Néanmoins, ils acceptent, au nom du pluralisme, d'ouvrir avec générosité les pages de la revue à la mouvance socialisme et indépendance, voire chrétienne-marxiste, à laquelle j'appartiens et que je représente dans la revue à cette époque¹³.

Août 1972. Louis Favreau et moi faisons une demande de subvention modeste à nos alliés de Développement et Paix pour créer un Secrétariat Québec Amérique latine qu'on appellera *Solidarité Québec Amérique latine (SQAL)*¹⁴. La subvention est obtenue rapidement et utilisée pour créer le SQAL dès le début de l'année 1973. Le SQAL est hébergé dans des locaux obtenus dans l'immeuble où se trouve le CFP, au 1750 rue Saint-Denis. Jean Ménard et Guy Lafleur sont les premiers permanents à temps partiel. Le SQAL va exister de 1973 jusqu'à la fin des années 1980.

Fin de 1972. Une mission syndicale québécoise, sous la direction de Michel Chartrand, séjourne au Chili pour développer des collaborations avec le mouvement syndical chilien¹⁵.

Avril 1973 : Michel Chartrand, président du Conseil central de la CSN à Montréal, et un dirigeant de la FTQ se rendent au Chili pour participer « à la conférence internationale ouvrière organisée par la plus importante centrale syndicale chilienne (CUT). À cette occasion, Jean Ménard accueille au Chili le syndicaliste Michel Chartrand (...) Une amitié durable se forge durant ce voyage, qui facilitera la collaboration entre les deux individus au moment d'établir au Québec des organismes de solidarité avec le Chili »¹⁶.

11 Septembre 1973. Dans les jours qui ont suivi le Coup d'État chilien du 11 septembre 1973, le SQAL est utilisé comme levier pour lancer le *Comité Québec-Chili* en collaboration avec le Conseil central de la CSN à Montréal présidé par Michel Chartrand, de même qu'avec le CFP, le RPC et d'autres organismes de solidarité internationale Nord-Sud comme Développement et Paix, SUCO, l'Entraide missionnaire, etc. Plusieurs

¹³ La bibliographie présentée à la fin de ce texte identifie une vingtaine d'articles publiés le plus souvent dans la revue *Relations* à cette époque (1970-1976). La majorité des textes portent sur la gauche, chrétienne ou pas, au Québec et au Chili, dans les années 1970 et mettent en valeur les manifestations de la solidarité Québec-Chili avant et après le Coup d'État. Un demi-siècle plus tard, je dois rendre hommage à Irénée Desrochers et Guy Bourgeault, en particulier, pour leur accueil dans les pages et activités de *Relations* et le respect manifesté à l'endroit de propos qui ne rejoignaient pas toujours les leurs.

¹⁴ Yves Vaillancourt, Pierre Lagrenade et Louis Favreau, *Projet de SECRÉTARIAT QUÉBEC-CHILI*, Montréal, Centre de formation populaire, le 7 août 1972, 5 p.

¹⁵ Geneviève Dorais, « La solidarité intersyndicale Québec-Amérique Latine et le Centre international de solidarité ouvrière, 1975-1984 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 56, no 115, p. 25.

¹⁶ Maurice Demers, « À la défense du peuple chilien : la connexion religieuse québécoise avec la résistance chilienne durant la dictature d'Augusto Pinochet », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2 (Été-automne 2023), vlb éditeur, p. 165.

personnes font un apport important dont Jacques « Chago » Boivin, Jean Ménard, Yves Laneuville, Suzanne Chartrand, Guy Lafleur, Louis Favreau, Serge Wagner, Maria Eugenia Saul, Jeannette Pomerleau, Léo-Paul Desaulniers, etc.¹⁷

Automne 1973. Plusieurs centaines de Chiliens et Chiliennes de gauche choisissent le Québec comme terre d'exil, après le coup d'État de Pinochet. Parmi eux et elles, il y a *plusieurs dizaines de missionnaires québécois au Chili*. Pourquoi? Parce que leur engagement dans le camp de l'Unité populaire les ont amenés à être considérés comme subversifs aux yeux du régime militaire et d'être exposés à la répression en conséquence. À leur retour au Québec, plusieurs d'entre eux et elles se joignent spontanément au RPC et renforcent le courant socialiste de type marxiste à l'intérieur du Réseau, tandis que d'autres renforcent le courant social-démocrate. Ces chrétiens de gauche québécois-chiliens produisent un vibrant manifeste qui est publié en décembre dans la revue *Relations*¹⁸.

De 1972 à 1976. En principe, le RPC se montre accueillant vis-à-vis les chrétiens de gauche appartenant à la diversité des tendances politiques de gauche au Québec. C'est la position défendue dans le Réseau jusqu'en 1975-1976, c'est-à-dire jusqu'au moment où la mouvance marxiste-léniniste connaît sa période d'âge d'or au Québec et se présente comme étant la seule position de gauche qui est correcte et légitime. Dans ce contexte, les rares militants et militantes du Réseau des politisés chrétiens, qui sont proches ou à l'intérieur des organisations marxistes-léninistes (ML), comme En Lutte! ou La Ligue., se font dire qu'ils ou elles ne peuvent pas demeurer dans le RPC tout en appartenant à un groupe ML. On leur demande donc de s'éloigner du RPC.

De 1976 à 1983. En pratique, la mouvance socialisme et indépendance est hégémonique dans le Réseau des politisés chrétiens, notamment dans sa direction. La mouvance ML est peu présente formellement dans le RPC¹⁹. Il en découle que d'autres mouvances ont eu plus de place et de poids politique dans le Réseau. C'est le cas en particulier pour la mouvance socialisme et indépendance. Les choses se passent ainsi, parce que, à l'époque, les militantes et militants chrétiens qui se rallient à la mouvance ML (tant dans En Lutte! que dans la Ligue communiste) se font dire de se tenir à distance du RPC²⁰. Le Réseau n'est

¹⁷ Sur le SQAL, le Comité Québec-Chili, le CISO, les groupes locaux de solidarité internationale avec le Chili et l'Amérique latine et centrale, voir le numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique sur « Québec-Chili, 1973-2023 : mémoire d'un coup d'État et d'une expérience de solidarité »*, Montréal, VLB, 4^e trimestre 2023. Voir aussi Marcel Naud Jr., *Cuba, Chili et le Québec. La consolidation de la solidarité anti-impérialiste*, Québec, Septentrion, 2023, p. 95-97 et 111-121. Ce livre, bien documenté, fait ressortir le rôle des réseaux de chrétiens de gauche dans la solidarité Québec-Chili pendant cette période, ainsi que l'apport des revues *Maintenant* et *Relations*, ainsi que du journal *Québec-Presse*. Il fait ressortir aussi le rôle des groupes locaux de solidarité internationale dont le SUCO fait la promotion.

¹⁸ Voir le « Manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili », *Relations*, no 388, décembre 1973, p. 336-337.

¹⁹ Néanmoins, attendu leur forte présence dans la gauche politique en général, certaines idées ML avaient *de facto* de l'influence dans le Réseau, par exemple dans les débats sur la social-démocratie et les militants chrétiens.

²⁰ C'est un point qui ressort clairement dans mon chapitre sur « Le Réseau des politisés chrétiens (1972-1982) », dans Stéphanie Chouinard, François-Olivier Dorais et Jean-François Laniel, *Sur les traces de la démocratie. Réflexions autour de l'œuvre de Joseph Yvon Thériault*, Québec, PUQ, 2022, p. 133-148.

pas la seule organisation à assumer un rôle de suppléance politique à l'époque. C'est le cas aussi pour quelques autres organisations de gauche comme le CFP, le SQAL et le Comité Québec Chili.

1^{er} au 5 avril 1975. Un congrès clandestin de dirigeants des Chrétiens pour le socialisme (CPS) internationaux a lieu au Québec. Plusieurs sessions de travail ont lieu au 5291 rue Durocher à Outremont, d'autres dans la maison des Jésuites à Saint-Jérôme, avec la participation des Gonzalo Arroyo, Pablo Richards, Julio Girardi, Gisèle Ampleman, Gérald Larose, Judith Dufour, etc. Le caractère clandestin de la réunion s'impose dans un contexte où les CPS, avec l'ensemble de la gauche, subissent la répression des régimes militaires dans plusieurs pays latino-américains, notamment le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil²¹. La question du féminisme qui interpelle les CPS plus rapidement au Nord qu'au Sud, suscite quelques débats et incidents piquants pendant le déroulement de la réunion.

Juin 1975. Tenue à Montréal, pendant 4 jours, de la *Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO)*. « La conférence dura quatre jours. Elle rassembla 600 participants, dont 44 délégués étrangers et 51 observateurs états-uniens et canadiens (de provinces autres que le Québec). Parmi les délégations étrangères, 22 étaient originaires de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes »²².

17-24 août 1975. Guy Bourgeault et moi participons à Détroit à la rencontre internationale « *Theology in the Americas : 1975* ». Lors de cette rencontre, des communications sont faites sur la « Black liberation theology » et sur la « Féminist Liberation theology », autant, sinon plus, que sur la théologie de la libération latino-américaine. Dans ce contexte, Bourgeault et moi échangeons souvent avec notre ami Gregory Baum²³ qui nous présente Rosemary Ruether, une théologienne américaine qui se réclame à la fois du féminisme et du socialisme. Nous obtenons de Rosemary Ruether la permission de publier un de ses textes représentatifs sur ce thème. C'est au retour de ce voyage que des femmes du RPC, sous le leadership de Judith Dufour, ont décidé de traduire et de publier un texte de Rosemary Ruether comme Texte-Outil du RPC²⁴, tandis que Guy Bourgeault et moi publions un article sur la conférence dans *Relations*²⁵.

Hiver et printemps 1980. Le RPC, en compagnie du CFP, du SQAL, du CQC, du Regroupement pour le socialisme (RPS), du Mouvement socialiste (MS), du Conseil

²¹ Yves Vaillancourt (1975). « Le Congrès de Québec : la première rencontre internationale des Chrétiens pour le socialisme », *Relations*, no 405, juin, p. 174-175.

²² Geneviève Dorais, « La solidarité intersyndicale Québec-Amérique Latine et le Centre international de solidarité ouvrière, 1975-1984 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 56, no 115, p. 25-28.

²³ Au milieu des années 1970, Gregory Baum est professeur de théologie à l'Université de Toronto et il entretient des liens étroits avec le Réseau des politisés chrétiens et avec moi-même. Il m'invite souvent à faire des conférences et à participer à des débats dans divers cercles de chrétiens de gauche au Canada anglais. Voir Gregory Baum, *Et jamais l'huile ne tarit*, Montréal, Fides, Collection Héritage et projet, p. 108-111.

²⁴ Rosemary Ruether, *Féminisme, socialisme et christianisme*, Texte-outil no 2, Montréal, Réseau des politisés chrétiens, avril 1976, 10 p. Voir aussi Yves Vaillancourt, « Judith Dufour, féministe », 16 juin 2024. Texte déposé dans mon Fonds d'Archives à l'UQAM (P169).

²⁵ Guy Bourgeault et Yves Vaillancourt (1975). « Deux Amériques à libérer : compte-rendu du congrès théologique de Détroit, 'Theology in the Americas' », *Relations*, no 408, octobre 1975, p. 276-281.

Central de la CSN à Montréal et à Québec, d'une dizaine de groupes de femmes²⁶, etc. participe à la campagne référendaire en faisant la promotion de la position du OUI critique déployée par la mouvance socialisme et indépendance. À la même époque, les militants et militantes de la mouvance ML font la promotion de la position de l'annulation du vote.

En 1982. Le RPC a cessé d'exister. Il a transmis ses archives au Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO)²⁷.

2. ÉMERGENCE AU QUÉBEC D'UN NOUVEAU MODÈLE DE SOLIDARITÉ NORD / SUD

Dans le bilan que je dresse concernant l'évolution de la coopération Nord /Sud du Québec pendant le dernier demi-siècle, je m'applique à mettre en relief l'émergence d'un nouveau modèle de développement souvent qualifié de « solidaire ». Pour cerner le développement de ce modèle, **je distingue trois périodes**, celle des années 1970 marquée par la place centrale de la solidarité Québec-Chili, celle des décennies 1980 et 2000, marquée par un modèle de coopération solidaire, égalitaire et réciprocaire entre les acteurs et actrices du Nord et du Sud et, finalement, celle des décennies 2000, 2010 et 2020, marquées par le soutien des OCI et de leurs alliés du mouvement ouvrier et populaire (MOP) au Nord et au Sud, à des projets de développement économique dont la maîtrise d'œuvre appartient aux partenaires du Sud.

2.1 La solidarité Québec-Chili est alimentée par un nouveau type d'organismes de coopération internationale (OCI) dans les années 1970

Dans les années 1970, on assiste à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'OCI (organismes de coopération internationale) qui se caractérisent par l'entretien de liens étroits avec des organisations du mouvement ouvrier et populaire dans les pays du Sud et du Nord. Ces OCI se distinguent des OCI apparus dans les décennies antérieures, même s'il arrive parfois que leur émergence est favorisée par l'apport de membres progressistes d'OCI plus traditionnels qui sont apparus depuis les années 1950.

En tenant compte du témoignage livré dans la première partie, je puis faire ressortir sept constats.

²⁶ Claire Brassard, « Le référendum de mai [1980] et les groupes féministes », dans Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, *L'impasse. Enjeux & perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981, p. 67-81.

²⁷ Au printemps 2019, les fiduciaires du CPMO ont contacté Gisèle Ampleman et Yves Vaillancourt pour les informer qu'ils ne pouvaient plus conserver les archives du RPC et leur demander des suggestions sur ce qu'ils pouvaient en faire. Gisèle et moi avons fait le tri du matériel documentaire et déposé les documents les plus pertinents dans le Service des Archives et de Gestion des Documents de l'UQAM, Fonds d'archives Yves Vaillancourt (169P).

Premièrement, parmi les organismes qui, dans les années 1970, font partie de la génération plus ancienne d'OCI apparus dans les années 1950 et 1960, les suivants peuvent être mentionnés :

- ***L'Entraide missionnaire***, créée dans les années 1950, principalement pour ressourcer les membres de communautés religieuses québécoises ayant des activités missionnaires dans des pays du Sud. L'Entraide s'est politisée dans les années 1970 et est devenue un lieu de diffusion de la théologie de la libération.
- ***Le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)*** fondé par le Père Jean Bouchard, jésuite, en 1958, pour soutenir la formation et la préparation de « missionnaires laïcs » ayant choisi de faire un stage dans des pays du Sud.
- ***OXFAM*** est un organisme né en Angleterre en 1942, sous le nom de « Oxford Committee for Relief Famine ». Cet OCI s'implante au Canada en 1962 et au Québec en 1972.
- ***Canadian University Service Overseas (CUSO) / Service universitaire canadien outre-mer, (SUCO)***, né en 1961. Pendant les années 1960 et 1970, CUSO / SUCO est une entité bicéphale pancanadienne, laïque, ancrée dans les réseaux universitaires, spécialisée dans l'envoi de coopérants dans les pays du Sud. Le financement est assuré à 90 % par l'ACDI et le gouvernement du Canada sur la base du nombre de coopérants envoyés outre-mer pendant l'année. Le mode de gouvernance comprend un conseil d'administration pour la structure bicéphale et un autre pour chacune des deux divisions, soit un pour CUSO et un autre pour SUCO²⁸.
- ***Développement et Paix / Caritas Canada***. Cette autre organisation bicéphale canadienne comprend aussi deux composantes, Développement et Paix pour le Canada francophone et *Caritas Canada* pour le Canada anglophone. Cet OCI est créé par les Évêques du Canada en 1967 avec un leadership d'anciens militants de la JOC et du Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC) pour la partie francophone (dont André Tremblay, Thérèse Gauthier, Romeo Maione)²⁹. Au début, le financement des projets de Développement et Paix est assuré principalement, chaque année, par des « campagnes de carême » dans les paroisses catholiques, ce qui assure une autonomie vis-à-vis les pouvoirs publics, dont le gouvernement fédéral. Mais avec le temps, le financement provenant du gouvernement fédéral devient plus important, tandis que celui provenant des paroisses baisse³⁰.

²⁸ Martin Desmeules, *Histoire du volontariat international au Québec : Le cas du Service universitaire canadien Outre-mer – SUCO*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire à l'UQAM, Montréal, janvier 2009, p. 33.

²⁹ Courriel de Michel Beaudin à Yves Vaillancourt, le 6 octobre 2020.

³⁰ Gabrielle Lachance, « Vers de nouvelles solidarités : Développement et Paix en Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no 1, printemps 1991, p. 51-52.

- *Le Cardinal Léger et ses œuvres* a été fondé en 1969. Cet OCI est connu de 1969 à 2008 sous le titre L'œuvre Léger et sous le titre **Mission inclusion** depuis 2019.

Au tournant des années 1960 et 1970, les plus anciens OCI, comme le CECI, CUSO-SUCO et Oxfam mettent l'accent sur l'envoi de coopérants volontaires dans les pays du Sud.

Deuxièmement, parmi les organismes québécois solidaires du mouvement ouvrier et populaire qui ont contribué à l'essor de nouvelles formes de solidarité internationale interpellées par le cas chilien, il y a le Conseil central de la CSN à Montréal, le Centre de formation populaire, des regroupements de chrétiens de gauche comme le RPC et la Jeunesse ouvrière Chrétienne (JOC).

Troisièmement, parmi les nouveaux OCI apparus dans les années 1970 qui témoignent d'un nouveau modèle de solidarité internationale Nord-Sud et s'intéressent particulièrement au cas chilien, avant et après le coup d'État de septembre 1973, l'accent a été mis sur :

- Le **Secrétariat Québec Amérique latine (SQAL)** apparu en janvier 1973;
- Le **Comité Québec-Chili (CQC)** apparu en septembre 1973;
- Le **Comité international de solidarité ouvrière (CISO)** apparu en juin 1975;
- Les **Comités régionaux de solidarité Nord-Sud** apparus depuis 1972. Ces comités de solidarité sont souvent issus des bureaux régionaux de SUCO de la période Michel Blondin (1972-1975), parfois pas³¹. Ils entretiennent des liens avec des organisations syndicales et communautaires de leurs régions ou sous-régions³². On peut penser ici aux comités de solidarité régionaux de Québec; de Trois-Rivières (avec Jean-Claude Landry et Claude Lacaille); de Sherbrooke (avec Judith Bergeron de 1972 à 1976 et François Faucher après 1976); de Chicoutimi (avec Marielle Brown); de Joliette (avec Nicole Riberdy et le CREDIL et); de Montréal (avec Claude-Guy Pilon); le Centre de solidarité internationale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CSI-SLSJ) fondé en 1979 à Alma par Nicole Guy³³.
- **L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fondée en 1976.

Plusieurs de ces groupes entretiennent, renouvellent et enrichissent la tradition instaurée par le SQAL, le Comité Québec-Chili, etc. Le Regroupement pour le socialisme (RPS)

³¹ Voir Marcel Naud Jr., Cuba, Chili et le Québec. La consolidation de la solidarité anti-impérialiste, Québec, Septentrion, 2023, p. 128-133. Ainsi que Notes d'YV issues d'entretiens avec Pierre Vaillancourt les 13 et 14 août 2023.

³² Deux entretiens récents m'ont aidé pour cette section : *Notes d'YV issues d'entretiens avec Pierre Vaillancourt les 13 et 14 août et le 14 septembre 2023. Notes issues d'un entretien d'Yves Vaillancourt avec Michel Brodeur, le 22 août 2023.*

³³ Le CSI-SLSJ a célébré en 2024 son 45e anniversaire. Nicole Guy et Gervais l'Heureux y ont laissé leur marque.

(1975-1985), un regroupement de militants politiques dans la mouvance Socialisme et indépendance, entretient des liens étroits avec le SQAL³⁴.

Quatrièmement, la séparation entre les deux générations d'OCI n'est pas toujours étanche. D'une part, il y a plusieurs cas dans lesquels une tendance minoritaire au sein d'un OCI de première génération a contribué à la création d'un OCI de deuxième génération. C'est le cas dans l'histoire de Développement et Paix en 1972, lorsque des militants de sa tendance progressiste ont soutenu la création du SQAL³⁵. C'est le cas aussi dans l'histoire du CUSO-SUCO, une organisation bicéphale qui, dans les années 1960, appartenait à la première génération d'OCI et qui a vu, dans les années 1970 et 1980, l'une de ses composante, SUCO, se muter au fil des ans en OCI de la deuxième génération, se séparer de CUSO dans les années 1980-1983 et dont le financement a été coupé drastiquement par l'ACDI en mars 1984.

Cinquièmement, un zoom sur l'évolution de CUSO / SUCO dans les années 1970 permet de voir comment la composante SUCO est passée historiquement de la première à la deuxième catégorie d'OCI. Dans les années 1960, les deux organisations ont une démarche intégrée (un conseil d'administration, un budget, une programmation). Elles privilégient toutes les deux l'envoi outre-mer de coopérants et coopérantes volontaires recrutés dans les milieux collégiaux et universitaires pour œuvrer principalement dans le domaine de l'éducation. La différenciation et la distanciation entre les deux composantes s'amorcent en 1969 et s'intensifient tout au long des années 1970³⁶. L'évolution de SUCO se mesure par l'évolution de l'importance de deux objectifs. Le premier, plus ancien, est le recrutement et l'envoi de coopérants outre-mer pour œuvrer surtout dans le domaine de l'éducation. Son importance diminue constamment au cours des années 1970. Le second, prend une importance accrue tout au long des années 1970. C'est l'éducation du public canadien (et Québécois) concernant les enjeux de développement et de sous-développement. Plus on avance dans les années 1970, plus le SUCO se démarque du CUSO, en donnant de plus en plus d'importance dans sa programmation et son budget à la Direction de l'information et de la formation (DIF) qui entretient des liens étroits avec les syndicats et les organismes communautaires³⁷. CUSO et SUCO évoluent de façon parallèle et maintiennent des liens ténus. Or, comme le financement des OCI par l'ACDI est basé sur le nombre de coopérants recrutés et placés annuellement dans les pays du SUD, le SUCO, financé à 90% par l'ACDI voit ses assises financières s'effriter et doit gérer des

³⁴ Voir le chapitre 3 sur la mouvance socialisme et indépendance dans Yves Vaillancourt, *Les trois gauches des années 1970-1985*, texte inédit d'un manuscrit en chantier, version du 10 mars 2024, 196 p. Dans ce chapitre, le RPS est présenté de façon plus exhaustive.

³⁵ Yves Vaillancourt, Pierre Lagrenade et Louis Favreau, *Projet de SECRÉTARIAT QUÉBEC-CHILI*, Montréal, Centre de formation populaire, le 7 août 1972, CFP, Montréal, 5 p.

³⁶ Martin Desmeules, *op.cit.*, p. 50-69.

³⁷ La DIF dans sa programmation priorise « l'éducation du public sur les enjeux de développement et du sous-développement ». Martin Desmeules, *op. cit.*, p. 49-57. Voir le témoignage et l'analyse de Michel Blondin qui a été responsable de l'éducation au développement à SUCO, de 1972 à 1975. Michel Blondin, Yvan Comeau et Ysabel Provencher, *Innover pour mobiliser. L'actualité de l'expérience de Michel Blondin*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 83-95. J'en profite pour remercier Michel pour sa participation généreuse à de nombreux échanges de courriels sur ces questions et d'autres au cours des 4 dernières années. Évidemment, j'assume la responsabilité de mes analyses.

déficits lourds. La baisse drastique du nombre de coopérants marginalise et affaiblit SUCO dans ses rapports avec CUSO et l'ACDI³⁸. Au début des années 1980, la politique de « l'action convergente » de l'ACDI et du gouvernement fédéral et le refus de SUCO de s'y engager rendent la scission inévitable³⁹.

Sixièmement, les OCI qui appartiennent au nouveau modèle de solidarité Nord-Sud sont particulièrement séduits par le modèle original de **la voie chilienne vers le socialisme, impulsé** par Allende et appuyé par de large composantes du gouvernement de l'UP et du mouvement ouvrier et populaire chilien. Parmi les points qui mobilisent la gauche québécoise dans son attachement à l'expérience du gouvernement de l'Unité populaire, il y a les six suivants :

- 1) Le gouvernement de l'Unité populaire, n'est pas celui d'un parti unique, mais d'une coalition de plusieurs partis et tendances politiques, dont le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti radical, le MAPU, la Gauche chrétienne, etc. Il y a deux partis de gauche qui ne font pas partie de la coalition constituée par le gouvernement de l'UP. D'une part, il y a le Parti démocrate-chrétien (PDC), un parti de centre-gauche dirigé par Rodomiro Tomic. D'autre part, il y a un parti d'extrême-gauche, le Parti de la gauche révolutionnaire (MIR). Le MIR entretient des rapports sporadiques avec le gouvernement de l'UP, occasionnellement coopératifs, le plus souvent conflictuels. Les partis de la coalition entretiennent des points de convergence, tout en conservant des couleurs distinctes. Donc, le gouvernement de l'UP incarne un certain pluripartisme de gauche, ce qui constitue une denrée rare dans l'histoire des gouvernements socialistes qui, le plus souvent, sont associés au monopartisme, comme c'est le cas dans les gouvernements communistes des années 1970 ayant pris le pouvoir en Union soviétique depuis 1917, en Chine depuis 1949 et à Cuba depuis 1959. Ce point marque une différence importante entre le socialisme cubain des années 1960 et 1970, d'une part, et le projet socialiste chilien incarné par le gouvernement de l'UP des années 1970-1973, d'autre part. Cette différence entre le modèle cubain et le modèle chilien est souvent traitée comme mineure et négligeable par une partie de la gauche québécoise qui s'intéresse à l'Amérique latine au cours des années 1970⁴⁰. Néanmoins, pour la nouvelle génération d'OCI qui émerge en lien avec la solidarité Québec / Chili dans les années 1970, cette différence revêt une importance majeure.
- 2) Le choix de recourir aux urnes, de respecter les institutions de l'État de droit et de rejeter la lutte armée pour aller vers le socialisme. Cela signifie une démarcation avec le castrisme, le guevarisme et les doctrines favorables à la guérilla, fort populaires au sein des gauches latinoaméricaines à la fin des années 1960⁴¹. Une

³⁸ Martin Desmeules, *ibid.*, p. 49-97.

³⁹ Martin Desmeules, *ibid.*, p. 158-159.

⁴⁰ Cette différence est peu mentionnée et analysée dans le livre de Marcel Naud Jr., *Cuba, Chili et le Québec...*, 2023, qui met l'accent sur l'anti-impérialisme étatsunien qui est un trait commun du projet socialiste de Fidel Castro et de Salvador Allende dans les années 1970.

⁴¹ Dans une longue conversation politique entre Salvador Allende et Régis Debray, tenue lors d'un passage de ce dernier à Santiago en 1971, Allende est invité à s'expliquer au sujet d'une déclaration de l'Organisation latinoaméricaine de la solidarité (OLAS), faite à la suite d'une rencontre de 27 partis communistes et

démarcation aussi par rapport au modèle communiste chinois que la mouvance marxiste-léniniste (ML) dans la gauche pro-chinoise a mis sur un piédestal au Québec dans les années 1974-1980, ce qui entraine en conflit avec le modèle de l'UP fondé sur la reconnaissance du multipartisme et du pacifisme. Paradoxalement, dans l'UP, c'est avec le Parti socialiste, son propre parti, qu'Allende a eu le plus de désaccords politiques sur la stratégie à suivre pour faire le socialisme, notamment au cours des années 1972 et 1973, avant le coup d'État⁴². Au Québec comme au Chili, à la suite du coup d'État, une partie importante de la gauche a omis de mener une réflexion sérieuse sur les causes de l'échec de l'expérience du gouvernement de l'Unité populaire, en laissant entendre que le projet socialiste d'Allende était « inévitablement voué à l'échec⁴³ ». Un demi-siècle plus tard, cette réflexion s'impose plus que jamais.

- 3) *La conception d'un rapport de co-construction entre l'apport des partis politiques de gauche et celui des mouvements sociaux*, ce qui implique la reconnaissance de l'autonomie des mouvements sociaux et le refus de l'instrumentalisation du mouvement social par le mouvement politique.
- 4) *La reconnaissance implicite du principe de l'alternance politique*, respectueuse de la Constitution et fondée sur la tenue nécessaire d'élections compétitives, propres, supervisées et prévisibles à certaines dates.
- 5) *La possibilité de concevoir le marxisme de façon plurielle*. Les formations politiques de l'UP ne sont pas toutes marxistes et encore moins marxistes de la même manière. Allende se définit spontanément comme marxiste, mais difficilement comme léniniste. Il appartient à un courant dans son propre parti, le Parti socialiste. En effet, dans les années 1970, il y a aussi dans le Parti socialiste chilien un courant qui se présente comme marxiste-léniniste et qui, par moments, semble être plus ML que le Parti communiste⁴⁴. Dans les mois qui précèdent le Coup d'État, cela entraîne des clivages et des tensions dans le gouvernement de l'UP, entre la vision du Président Allende et celle de Carlos Altamirano, le

socialistes de la Tricontinentale à La Havane, en juillet 1967. Concernant cette rencontre à laquelle ont participé des délégations du Parti communiste chilien et du Parti socialiste chilien, Debray demande à Allende de commenter une affirmation à l'effet que « la lutte révolutionnaire armée constitue la ligne fondamentale de la révolution en Amérique latine », laquelle semble entrer en contradiction avec l'orientation du Gouvernement de l'UP. Pour se sortir de cette contradiction, Allende répond que l'OLAS ne pouvait pas parler au nom du Gouvernement de l'UP parce que dans ce dernier il n'y avait pas que les partis communiste et socialiste, mais qu'il y avait aussi le MAPU, le Parti radical, des partis qui n'étaient pas présents à la rencontre de l'OLAS. Salvador Allende et Régis Debray, « Allende habla con Debray », *Punto Final*, no 126, 16 mars 1971, p. 61, note 27.

⁴² José del Pozo, en s'appuyant sur un livre de Patricio Quiroga, souligne qu'il y avait une lutte de ligne au sein du PS sur la question de l'utilisation de la lutte armée et des tactiques de la guérilla en 1972 et 1973. José Del Pozo, *Allende : como su historia ha sido relatada. Un ensayo de historiografía ampliada*, Santiago, LOM, 2017, p. 194-196. Ce constat est corroboré par Malik Fercovic (*Entre la incomprensión y la fractura generacional. La izquierda chilena ante los 50 años del golpe*, 2023) qui identifie deux pôles en lutte au sein du gouvernement de l'UP et du Parti socialiste. Un pôle dit révolutionnaire auquel Carlos Altamirano, Secrétaire général du Parti socialiste, est associé et un pôle dit réformiste auquel Salvador Allende est associé.

⁴³ Marcel Nault Jr., *op. cit.*, p. 109.

⁴⁴ José del Pozo Artigas, *Allende : como su historia ...*, 2017, p. 148.

Secrétaire du Parti socialiste. Cela donne l'impression que la tendance Altamirano du PS était plus proche de l'orientation du MIR que de celle du gouvernement de l'UP.

- 6) *L'ouverture des partis politiques de l'UP au fait que, sur un plan théorique et pratique, les chrétiens puissent participer à un processus de transformation révolutionnaire.* Il s'agit ici d'une autre différence importante entre la situation qui prévalait au Chili et celle qui prévalait à Cuba. C'est ce qui explique que des partis de l'UP, tels le MAPU et la Gauche chrétienne, nés à la suite de ruptures avec le Parti démocrate-chrétien (PDC), étaient connus pour compter dans leurs rangs un nombre significatif de militants et militantes de gauche mus par la foi chrétienne.

Septièmement, parmi les pratiques déployées par la nouvelle génération d'OCI dans les années 1970, en lien avec les apprentissages faits dans la solidarité Québec-Chili, il y a les suivantes :

- 1) L'objectif poursuivi par la nouvelle génération d'OCI qui pratiquent la coopération solidaire, c'est de bâtir une solidarité qui mise sur des échanges entre les classes populaires chiliennes et québécoises et les mouvements sociaux ancrés dans la société civile. C'est une solidarité entre mouvements sociaux du Sud et du Nord qui se pratique de syndicats à syndicats⁴⁵. Elle implique des échanges de délégations du mouvement ouvrier et populaire du Sud dans le Nord et vice versa.
- 2) Avant le Coup d'État de septembre 1973, la solidarité entre la gauche québécoise et la gauche chilienne passe par le soutien du projet et des pratiques de la coalition de l'Unité populaire dans le gouvernement et dans la société civile.
- 3) À la suite du Coup d'État, il devient important de faire ressortir la pertinence des choix faits par le gouvernement de l'Unité populaire du président Salvador Allende, parce que le modèle du socialisme démocratique a souvent été injustement décrié par des composantes de la gauche qui, au Québec et ailleurs, ne croyaient pas à la possibilité d'une « révolution sans fusil ». Ces courants de gauche ont dit que le Coup d'État constituait la preuve qu'Allende s'était trompé en utilisant les urnes et en respectant les institutions de l'État de droit (la Constitution, les institutions parlementaires, la Présidence, le système électoral, le système judiciaire, l'armée, etc.). Ils ont dit qu'Allende et le gouvernement de l'UP auraient dû choisir le recours à la violence et fournir des armes au peuple, plutôt que d'utiliser les urnes pour prendre le pouvoir et les institutions bourgeoises pour l'exercer⁴⁶.

⁴⁵ Voir par exemple le documentaire de l'ONF : *Salvador Allende Gossens : un témoignage – ONF* dans lequel le Président Allende, sur le site d'une mine de cuivre, explique en présence de mineurs chiliens et de syndicalistes québécois, le pourquoi et le comment de la nationalisations de mines chiliennes avec compensation : https://www.onf.ca/film/salvador_allende_gossens_un_temoignage/. Le documentaire de 18 minutes est basé sur rencontre qui a eu lieu en 1972. Il a été réalisé en 1974 par Maurice Bulbulian et Michel Gauthier. Les propos d'Allende sont traduits par Yves Laneuville.

⁴⁶ Voir l'analyse des positions du groupe *En Lutte!* pour décrier Allende, présentée dans Marcel Nault Jr., *op. cit.*, p.105-109.

- 4) Dans les OCI plus traditionnels de la première génération, il y a parfois un courant progressiste qui mène des luttes internes pour que leur organisme s'inspire du nouveau modèle d'OCI. C'est ce qui se passe dans Développement et Paix qui, au début des années 1970, a contribué au rapprochement entre les gauches Québécoise et chilienne en soutenant l'organisation d'un colloque à Montréal dans lequel des Chiliens-Québécois comme Yves Laneuville venus au Chili comme missionnaires ont livré des témoignages sur leurs engagements sociopolitiques dans le camp de l'UP⁴⁷.
- 5) Après comme avant le Coup d'État de septembre 1973, le SQAL, le CQC et le CISO diffusent des analyses de la conjoncture politique avec une priorité donnée à ce qui se passe dans le mouvement ouvrier et populaire. Des pressions sont faites en vain sur le gouvernement du Canada pour l'inciter à ne pas appuyer la dictature militaire d'Augusto Pinochet. Le SQAL, en collaboration étroite avec le CQC, le CISO et les groupes régionaux de solidarité et le SUCO, devient un *think tank* sur les avancées et reculs de la gauche dans les relations Nord / Sud. Il alimente en information internationale les acteurs et actrices du courant des OCI solidaires. À la fin des années 1970, le CQC met fin à ses activités, tandis que le SQAL les maintient jusqu'à la fin des années 1980⁴⁸.
- 6) Dans les mois qui suivent le coup d'État, à l'automne 1973-1975, l'accent est mis sur le soutien à la résistance et à l'organisation de larges rassemblements avec des orateurs prestigieux qui viennent du Chili, ce qui permet de remplir des salles et de ramasser des fonds pour la résistance. C'est le cas, lors de l'Assemblée publique du 1^{er} décembre 1973, organisée par le CQC à l'occasion du passage au Québec de madame Hortensia Bussa Allende, la veuve du Président. C'est le cas aussi, en 1975, lorsque le CQC organise une tournée québécoise avec la participation de Carmen Castillo, la conjointe de Miguel Enriquez, tué par les forces de la répression en octobre 1974. Il faut dire qu'au début, pendant les deux premières années après le Coup d'État, les Chiliens et les Québécois engagés dans les pratiques de solidarité avec la résistance chilienne font preuve d'un certain volontarisme et pensent que le mouvement de lutte contre la dictature militaire pourrait en peu de temps obtenir le renversement de la junte militaire de Pinochet.
- 7) De décembre 1975 jusqu'à 1980, le Comité Québec-Chili lance une campagne pour dénoncer les activités extractives des compagnies multinationales canadiennes qui, telle la *Noranda Mines Ltd*, exploitent des mines de cuivre à la fois au Canada et au Chili⁴⁹. La campagne du CQC pour dénoncer les activités extractivistes des multinationales canadiennes est soutenue par plusieurs mouvances de la gauche

⁴⁷ Yves Vaillancourt, « Un virage à Développement et Paix? », *Relations*, no 381, avril 1973, p. 108.

⁴⁸ Sur la fin du Comité Québec-Chili à la fin des années 1970, voir l'explication de Suzanne-G. Chartrand dans « Mon implication dans le Comité Québec-Chili », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p. 99.

⁴⁹ Sur la campagne du Comité Québec-Chili contre la multinationale canadienne *Noranda Mines LTD*, voir l'article bien documenté de Geneviève Dorais, « 'Un impérialisme bien de chez nous' : la campagne du Comité de solidarité Québec-Chili contre les activités de la minière Noranda, 1975-1980 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, nos 1-2, automne 2023, p. 200-222.

socialiste et social-démocrate québécoise, mais pas par la mouvance marxiste-léniniste (ML) qui, en 1976, faisait la leçon au CQC, en lui reprochant de lancer sa campagne pour dénoncer le rôle des multinationales canadiennes comme la Noranda au Chili. Voici un extrait de la réponse envoyée en avril 1976 au Comité Québec-Chili par des militants de *Mobilisation* et de la Ligue communiste qui avaient été invités à participer à la campagne du CQC : « L'équipe a reçu votre proposition de travail à propos de la campagne contre la Noranda et ses investissements au Chili. Après avoir débattu ensemble, nous croyons juste de devoir refuser notre collaboration au projet actuel sur la base du document présenté (Noranda et l'État canadien) et des principes qui guident votre intervention »⁵⁰.

- 8) Dans la deuxième moitié des années 1970, le CQC s'occupe de la défense des droits humains des disparus, ainsi que de celle des prisonniers politiques, en collaboration avec la *Vicaria de la solidaridad* créée en 1976⁵¹. Il participe activement à la campagne pour obtenir la libération de prisonniers et prisonnières politiques, dont une campagne pour libérer les femmes chiliennes emprisonnées en 1975⁵².
- 9) Dans les années 1975-1980, le CQC, le SQAL, le CISO, SUCO, Développement et Paix et les groupes régionaux élargissent leur champ d'intervention, pour faire de la place aux pays de l'Amérique centrale et latine qui mènent des luttes pour renverser des dictatures, ramener la démocratie et construire le socialisme à Cuba, au Nicaragua, au Salvador et en Afrique. SUCO soutient les luttes de libération nationale et de décolonisation dans les anciennes colonies portugaises en Afrique de l'Ouest et Australe (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique) et favorisent les échanges de militants et militantes syndicaux, populaires, féministes, etc. En 1973-1974, le poster sur « Québec-Angola, zones à libérer » avait causé des remous non seulement à SUCO, mais aussi à CUSO et à Développement et Paix⁵³. En 1978 et 1979, pendant les dernières années de la dictature de Somoza et, à partir de 1980, pendant le 1^{er} gouvernement de Daniel Ortega, la solidarité Québec / Nicaragua prend le devant de la scène⁵⁴.

⁵⁰ *Lettre de l'équipe du CFP au Comité Québec-Chili*, avril 1976, 2 p. Les auteurs de cette lettre disaient parler au nom de l'équipe, mais, dans les faits, ils parlaient au nom de seulement une partie de l'équipe.

⁵¹ José Del Pozo Artigas, *Historia de Chile. La construcción de una sociedad desigual*, Santiago, LOM Ediciones, 2023, p. 247. Voir le témoignage de Suzanne Chartrand en rapport avec la mission qu'elle a accomplie au nom du Comité Québec-Chili, à l'hiver 1975 : « Mon implication dans le Comité Québec-Chili », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p. 96-97. Dans le cadre de cette mission, Suzanne Chartrand raconte qu'elle a visité des femmes prisonnières politiques, en bénéficiant de la complicité de Marie-Denise Dubois, une religieuse québécoise qui travaillait dans la *Vicaria de la solidaridad* et vivait dans les *poblaciones*, en aidant les gens au quotidien.

⁵² Roberto Hervas, « Les Québécois et la solidarité avec le Chili », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p. 191.

⁵³ Michel Beaudin rappelle qu'à la suite du mécontentement suscité par la diffusion du « poster » sur les rapprochements à faire entre le Québec et l'Angola, « La Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) a alors envoyé le Père Robert Morin comme directeur du secteur de l'éducation pour remettre D&P sur le « droit chemin »! *Courriel de Michel Beaudin à Yves Vaillancourt*, le 6 octobre 2020.

⁵⁴ Roberto Hervas, *op. cit.*, p.186-187 et 192-194.

2.2 Émergence d'un nouveau modèle de coopération solidaire et réciproitaire dans les décennies 1980 et 1990

Dans cette section, je ne présente pas un bilan exhaustif de la coopération Nord-Sud. Je me contente de faire deux choses. D'une part, j'évoque à grands traits le panorama dans lequel se meuvent les OCI de la nouvelle génération. D'autre part, je décline la signification de la coopération Nord-Sud solidaire et réciproitaire.

2.2.1 Le panorama dans lequel se meuvent les nouveaux OCI

- 1) *Le CQC cesse ses activités à la fin des années 1970.* La solidarité Québec-Chili occupe une place moins centrale dans la programmation de la nouvelle génération d'OCI à partir des années 1980⁵⁵. D'autres pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale (Nicaragua, Salvador, Haïti, Brésil, etc.) sont ciblés par la nouvelle gauche internationaliste québécoise.
- 2) Le SQAL, le CISO et plusieurs comités régionaux continuent d'exister (dont ceux de Trois-Rivières, d'Alma et de Sherbrooke...). L'Entraide missionnaire se radicalise et s'inscrit nettement dans l'orientation progressiste des nouveaux OCI, avec l'apport des Suzanne Loïselle, Denis Tougas, Ronald Audet, Karl Lévêque, etc. Le courant de la coopération solidaire se renforce aussi à Développement et Paix avec l'apport consistant des Bill Smith, Gabrielle Lachance, Fabien Leboeuf, Marthe Lapierre, Gaétane Gascon, Paul Cliche, etc.⁵⁶
- 3) Les OCI de la tendance solidaire au Québec nouent des alliances fécondes avec des groupes du Canada anglais comme le *Latin American Working Group (LAWG)* dans lequel militent Louise Casselman et Tim Draimin, de même qu'avec le *Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)*, dirigé par Tim Brodhead.
- 4) Depuis le milieu des années 1970, la crise de CUSO / SUCO s'intensifie et la scission paraît inévitable. La séparation entre SUCO et CUSO est décidée en décembre 1980, dans le cadre de l'assemblée générale de l'organisation bicéphale CUSO / SUCO⁵⁷. Des coupures de 90% du financement de SUCO sont annoncées en mars 1983 par l'ACDI. Elles doivent être mises en œuvre à partir du 1^{er} avril 1984. C'était peu de temps avant l'arrivée du nouveau gouvernement du Parti progressiste conservateur (PPC) dirigé par Brian Mulroney qui allait être au pouvoir de septembre 1984 à juin 1993.

⁵⁵ Néanmoins, il faut rappeler la grande résonance qu'a connue au Québec la campagne pour soutenir Carmen Quintana, une étudiante chilienne victime des brûlures au 3^e degré infligées par la dictature militaire et soignée au Québec en 1986. Maurice Demers, « À la défense du peuple chilien : la connexion religieuse québécoise avec la résistance chilienne durant la dictature d'Augusto Pinochet », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2 (Été-automne 2023), vlb éditeur, p. 172-174.

⁵⁶ Une analyse plus fine et documentée permettrait de suivre l'évolution du rapport de forces entre les deux tendances de la coopération dans d'autres OCI comme le CECI, Oxfam-Québec, L'œuvre Léger, etc. Mais je n'en ai pas les moyens et j'ai choisi de me concentrer sur la crise de SUCO, révélatrice et structurante dans l'ensemble de la coopération Nord-Sud.

⁵⁷ Martin Desmeules, *op. cit.*, p. 63-70, 91-97 et 157-160.

- 5) Yvon Madore, un dirigeant inspirant de SUCO de 1973 à 1983, avec l'appui d'un nombre significatif d'alliés dans le personnel et les instances de SUCO (dont les Jacques Fournier, Denis Labelle, Alain Ambrosi, Thérèse Morin, etc.), ainsi que dans le réseau des OCI et au sein des mouvements sociaux, a vu venir la fermeture et préparé ses lendemains en protégeant les acquis de la coopération solidaire. En somme, il a favorisé une stratégie de « damage control », dans les cinq années qui précèdent la fermeture du SUCO. Cette stratégie a permis de mettre sur pied de nouveaux programmes novateurs et d'en confier la coordination à des responsables expérimentés et politiquement bien branchés. Par exemple :
- De 1982 à 1984, SUCO impulse le développement d'un programme CUSO-SUCO en Afrique australe (Angola, Mozambique, Zambie, Zimbabwe (ex-Rhodésie), qui alimente le soutien aux luttes de libération nationale, en particulier la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. Pierre Vaillancourt est responsable à plein temps de ce programme et favorise le partage de ses acquis avec d'autres organisations canadiennes et internationales engagées dans la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. Le programme Mozambique sera un programme conjoint CUSO-SUCO, même s'il sera financé uniquement par CUSO à partir du 1^{er} avril 1984.
 - Au même moment, Pierre Beaudet et Pierre Bonin développent l'implantation d'un *Centre international de développement du Mozambique et de l'Afrique australe (CIDMAA)* au sein de SUCO. Ce nouvel OCI a su mobiliser de nouvelles ressources militantes comme Lucia Echeopar, Peter Bakvis, Paul Bélanger Dan O'Meira, etc. Le CIDMAA a pris son envol et joué un rôle clé dans le contexte de la lutte Anti-Apartheid et de la décolonisation de l'Afrique du Sud sous le leadership de l'ANC dirigée par Nelson Mandela. C'est dans le sillage du CIDMAA que le groupe *Alternatives* sera créé en 1994 par Pierre Beaudet et associés⁵⁸.
 - En 1983, le Centre d'étude et de documentation sur l'Amérique latine (CEDAL) rattaché à SUCO, est confié à Michel Brodeur. Le CEDAL connaîtra même une expansion et un rayonnement accru après le « Coup d'État » d'avril 1984.
- 6) Concrètement, la rupture du financement de SUCO est opérationnalisée par l'ACDI en avril 1984. Elle a signifié des coupures de l'ordre de 4 millions \$ et le maintien d'un budget résiduel de 200 000 \$ pour fermer les livres au cours de l'année 1984-1985. Toutefois, la tendance du SUCO associée à la coopération solidaire et ses liens avec les milieux syndicaux et populaires, lui a permis d'anticiper la crise des années à l'avance, de mobiliser des ressources pendant l'année 1984-1985 pour déployer une stratégie de survie, rebondir et favoriser une transition vers l'actuel SUCO.

⁵⁸ Notes issues d'un entretien d'Yves Vaillancourt avec Michel Brodeur, le 22 août 2023.

- 7) Le SUCO ancien meurt en 1984 tout en laissant un précieux héritage et en préparant la renaissance d'un nouveau SUCO dans la deuxième moitié des années 1980 avec l'apport d'anciens militants qui ont souvent fait leurs armes au SQAL, au CQC, au CISO, dans les comités régionaux de solidarité, etc. SUCO continue d'exister en conservant le même sigle, tout en renouvellement sa déclinaison : « Solidarité, Union et Coopération »⁵⁹.
- 8) Paradoxalement, l'année 1984, sur la scène politique fédérale, correspond à l'arrivée du gouvernement du Parti progressiste conservateur dirigé par Brian Mulroney. Le nouveau SUCO qui s'est appliqué à sauver les meubles a bénéficié d'une conjoncture moins défavorable que prévu, avec l'arrivée de Monique Vézina à la tête du ministère des relations extérieures et du développement international et la contribution majeure du Premier ministre Mulroney dans la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. Dans le contexte de la politique anti-apartheid, les programmes anticolonialistes du nouveau SUCO en Afrique australe et subsaharienne (CIDMAA, appui du SUCO à la genèse du programme Solidarité Canada Sahel, etc.) ont été appuyés, financièrement et politiquement, par le gouvernement Mulroney.
- 9) Le nouveau modèle de coopération internationale est illustré entre autres par le projet *Solidarité Canada Sahel* (1985-1997), développé principalement par Pierre Bonin, représentant de SUCO, Ronald Audet de l'Entraide missionnaire et Monique Prieur, consultante, avec le soutien du CCCI, dirigé à l'époque par Tim Brodhead⁶⁰. Lorsque le financement du projet SCS aura été approuvé par l'ACDI, sa mise en œuvre sera confiée à l'AQOCI sous le leadership de Jean Brodeur que Guy Lafleur joindra un peu plus tard, contribuant ainsi à sa consolidation.
- 10) L'AQOCI, un organisme né en 1976, sous les auspices du SUCO qui l'hébergera à ses débuts, qui fédère les OCI du Québec, prend son essor et accomplit un saut qualificatif dans la deuxième moitié des années 1980, avec le soutien de Tim Brodhead, DG du CCCI et Guy Lafleur, issu de la tradition internationaliste du SQAL, du CQC, de la tendance solidaire de SUCO, des groupes régionaux de solidarité, de Solidarité Canada Sahel, etc.

⁵⁹ Pour plus d'information sur SUCO aujourd'hui : <https://www.suco.org>.

⁶⁰ Tim Brodhead, directeur du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), est un allié du courant de la coopération solidaire au Québec et dans le reste du Canada. Voir le numéro spécial de *Nouvelles pratiques sociales* (vol. 4, no 1, printemps 1991) sur la coopération internationale dirigé par Guy Lafleur, Yao Assogba et Louis Favreau. La complicité entre Tim Brodhead et Guy Lafleur ressort nettement dans ce numéro spécial, notamment dans l'entrevue de Brodhead et l'article de Lafleur sur « L'évolution des organismes québécois de coopération internationale ».

2.2.2 La signification de la coopération solidaire, égalitaire et réciproitaire

Voici comment Guy Lafleur voit l'AQOCI à la fin des années 1980, après avoir mentionné qu'elle fédère deux sortes d'OCI, des « organismes de coopération proprement dits, qui financent des projets ou activités de développement réalisés par des organisations de base dans le tiers monde », d'une part, et des « organismes d'éducation au développement et à la solidarité », d'autre part:

Deux facteurs en particulier incitent alors les OCI québécois à se regrouper en association. Le premier constitue une façon de répondre au projet du CCCI [sur la scène canadienne] : les organismes québécois entendent se donner une structure autonome de coordination qui reflète les traits particuliers de la coopération québécoise, fortement marquée par la solidarité avec l'Amérique latine. « Solidarité plutôt qu'aide », dit-on déjà : les préoccupations en matière d'éducation au développement sont prioritaires. Un deuxième facteur est la préoccupation des OCI de se donner plus de cohérence et de moyens pour promouvoir dans les débats, ici et auprès du gouvernement [québécois], le nouvel ordre économique mondial⁶¹.

L'AQOCI comptait une douzaine de membres en 1976. Elle en compte 48 en 1991 et en comptera 70 en 2024⁶².

Il faut souligner ici **le rôle de « passeur » joué par Guy Lafleur** qui, sur un plan théorique autant que pratique, a favorisé pendant les décennies 1970 et 1980 les interfaces entre plusieurs organisations du Nord et du Sud, en ayant comme fil conducteur le soutien à l'émergence d'un **nouveau modèle de solidarité entre le Nord et le Sud qui peut être qualifié de « réciproitaire »**. Un passeur entre le SQAL, le CQC, le Regroupement pour le socialisme, le réseau de *Presse-Libre*, les groupes de solidarité régionaux, le SUCO ancien et nouveau, le CISO, le CFP, etc. et leurs homologues dans le Sud. Le modèle réciproitaire se démarque du modèle « assistantialiste » qui entretient un rapport de subordination entre le Nord et le Sud.

L'enjeu principal, pour Tim Brodhead, c'est de « sortir de la relation donateurs-bénéficiaires (...) Le défi, c'est alors de passer de l'approche 'aide du Nord au Sud' à une autre approche [solidaire], celle du changement auquel nous avons à travailler ensemble, organisations du Sud et du Nord. »⁶³.

Puis, Brodhead ajoute :

Les mouvements sociaux, au Nord et au Sud, sont les véritables acteurs du changement. Les OCI doivent se voir eux-mêmes plutôt comme des intermédiaires entre les organisations du Nord et du Sud : organisations syndicales, agricoles, coopératives, groupes de femmes, autochtones, jeunes. Il

⁶¹ Guy Lafleur, « L'évolution des organismes québécois de coopération internationale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no 1, printemps 1991, p. 29-30.

⁶² Sur l'AQOCI aujourd'hui, visiter son site web : <https://aqoci.qc.ca>.

⁶³ « Les organismes de coopération internationale : des ponts de l'espoir », Entrevue avec Tim Brodhead faite par Guy Lafleur, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no 1, printemps 1991, p. 17-19.

*s'agit de mettre en contact deux acteurs qui, en se rapprochant, créeront une synergie qui aura des retombées significatives à long terme.*⁶⁴

Sans dénigrer la coopération humanitaire, mais en la dépassant, la coopération solidaire établit des **rappports de réciprocité entre les OCI du Nord et ceux du Sud** qui interviennent dans le développement social et économique de leur communauté locale, leur région, ou leur pays. Cela implique une participation des collectivités du Sud à la co-construction des plans d'intervention priorisées à diverses étapes, dont celles de la planification, de l'organisation et de l'évaluation des programmes de développement au plan local, régional et national⁶⁵. En d'autres termes, dans le modèle de coopération solidaire, l'objectif consiste à renforcer les capacités, l'agentivité, l'auto-développement et les « capacités » (au sens d'Armatya Sen et de Marta C. Nussbaum), des projets et des organisations des acteurs et actrices du SUD qui s'emploient à co-construire le « pouvoir populaire » et *l'empowerment* des communautés locales⁶⁶.

Cette recherche d'un partenariat Nord-Sud que l'on peut qualifier de solidaire et d'égalitaire a marqué les débats d'un important colloque de trois jours tenu par Développement et Paix en 1987 pour marquer son 20^e anniversaire. Gabrielle Lachance résume bien les implications concrètes d'une telle vision⁶⁷ :

*Le partenariat devrait mener à une plus grande solidarité. Participants et participantes ont souhaité des relations plus longues et plus égalitaires, ce qui exige une collaboration plus étroite avec les partenaires dans l'élaboration des critères de sélection des projets, dans leur choix de ces projets et leur évaluation. On a aussi demandé que les groupes de base participent de façon plus significative à la planification et à la réalisation de leurs projets.*⁶⁸

En plus d'être « solidaire » et « égalitaire », le modèle doit aussi être « réciprocaire ». Il doit se démarquer aussi d'une vision suiviste et encline à la culpabilisation qui amène parfois certains acteurs et actrices du Nord, à renoncer à leur libre arbitre et à agir comme si leurs points de vue devaient toujours s'effacer devant ceux des acteurs du Sud.

À cet égard, il est éclairant de revenir sur certaines tensions vécues entre le Comité Québec-Chili et l'Association des Chiliens ou encore à l'intérieur du Comité Québec-Chili dans les années 1974-1980. Ces fragments d'expériences vécues témoignent des conditions à réunir

⁶⁴ « Les organismes de coopération internationale : des ponts de l'espoir », Entrevue avec Tim Broadhead faite par Guy Lafleur, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no 1, printemps 1991, p. 12.

⁶⁵ Pour cerner les ingrédients du modèle de coopération réciprocaire et solidaire, voir Paul Cliche, *La coopération internationale solidaire. Plus pertinente que jamais*, Québec, PUQ, 2014, chapitre 5.

⁶⁶ Avec un collectif de chercheurs haïtiens et québécois, je me suis expliqué sur cette orientation théorique et pratique dans Yves Vaillancourt et Christian Jetté (dir.), *Une coopération Québec-Haïti innovante en agroalimentaire. L'économie sociale et solidaire en mouvement*, Québec, PUQ, 2018, p. 37-54.

⁶⁷ Gabrielle Lachance, « Vers de nouvelles solidarités : Développement et Paix en Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no 1, printemps 1991, p. 57.

⁶⁸ Gabrielle Lachance, *ibid.*, p. 58.

pour établir une relation égalitaire et réciprocaire entre les acteurs de gauche québécois et chiliens⁶⁹.

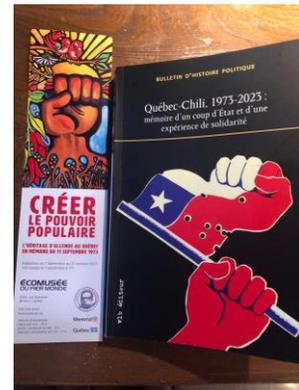
En somme, la coopération Nord-Sud de type solidaire et réciprocaire peut être ratée de deux manières. D'une part, d'une manière souvent mentionnée et dénoncée lorsque les acteurs du Sud sont instrumentalisés par les acteurs du Nord. D'autre part, d'une manière plus subtile et moins souvent mentionnée et dénoncée lorsque les acteurs du Nord s'interdisent de débattre des propositions avancées par les acteurs du Sud et abdiquent de leur sens critique. En d'autres termes, l'approche réciprocaire signifie aussi que les acteurs du Nord ne doivent pas être à la remorque des acteurs du Sud et aient le courage d'exprimer leurs désaccords et leurs points de vue.

C'est ce qui s'est passé au début de l'histoire du Comité Québec-Chili, lorsque des militants québécois ont parfois fait preuve de suivisme dans la discussion de propositions d'acteurs chiliens et ont dû, à l'occasion, apprendre à débattre avec des militants chiliens pour faire comprendre que la solidarité Québec-Chili devait avoir des retombées non seulement au Chili, mais aussi au Québec. C'est le fruit d'une réflexion critique qu'ont voulu partager deux militants de la première heure du CQC dans les commémorations récentes du 50^e anniversaire du Coup d'État de septembre 1973.

Je cite d'abord Suzanne-G. Chartrand : « Les réunions du comité se déroulaient en espagnol et étaient interminables, alors que les militants québécois ne s'y sentaient pas trop à leur place. De fait, ces réunions d'aboutissaient pas à grand-chose pour augmenter la mobilisation des Québécois dans leur soutien au peuple chilien »⁷⁰.

Puis, je cite Yves Laneuville, lorsqu'il mentionne que « Certains dirigeants politiques chiliens croyaient diriger le mouvement de solidarité avec le Chili. Sans les mépriser, les gens du Conseil central [de la CSN] leur ont dit : 'Non! Nous sommes un groupe qui vise à développer l'éducation politique des Québécois et leur solidarité avec le peuple chilien. Nous avons besoin de votre participation, mais il n'est pas question que vous nous dictiez votre ligne politique »⁷¹.

Ces deux témoignages attirent l'attention sur le fait que dans un modèle de coopération Nord-Sud réciprocaire et égalitaire, les deux sortes de partenaires doivent se tenir debout et participer à l'élaboration de propositions de compromis⁷². Sinon, la relation Nord-Sud n'est pas réciprocaire. Elle demeure unidirectionnelle.



⁶⁹ Roberto Hervas, *op. cit.*, p. 190-191.

⁷⁰ Voir Suzanne G.-Chartrand, « Mon implication dans le Comité Québec-Chili, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p. 96-97.

⁷¹ Yves Laneuville, « Ma vie au Chili et les conséquences du coup d'État », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 31, no 1-2, été-automne 2023, p. 89.

⁷² Le même défi concernant les exigences d'une collaboration égalitaire entre militants québécois et militants chiliens, en lien avec la question « qui devrait définir l'orientation du Comité Québec-Chili, est abordé avec un angle différent dans Roberto Hervas, *op. cit.*, p. 190-192.

2.3 Le modèle de solidarité Nord-Sud met l'accent sur le développement économique et les finances solidaires (2000-2024)

Parmi les facteurs qui ont préparé le virage économique du modèle québécois de coopération internationale, il ne faut pas oublier de mentionner le mouvement, depuis la deuxième moitié des années 1990, pour la reconnaissance et la promotion de l'économie sociale et solidaire. Dans ce mouvement, on note qu'il y a souvent un volet Nord-Sud qui retient l'attention des délégations québécoises qui participent aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre de 2001, 2002, 2003, etc. : les activités internationales lancées par le Chantier sur l'économie sociale depuis le Sommet sur l'Économie et l'Emploi à l'automne 1996; les rencontres internationales du Mont-Blanc de 2022; les rencontres du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) à Québec en 2001, à Dakar en 2005, au Luxembourg en 2008, etc.; les activités du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) de 2001 à 2023, etc.

Qu'en est-il, ces années-ci, de la tradition de coopération Québec-Chili et, plus largement, Nord-Sud, développée dans les années 1970 et 1980 par des organismes comme le SQAL, etc.? Quelles sont les potentialités et les défis rencontrés au Québec et dans le SUD par les OCI pour opérationnaliser le modèle de coopération réciprocaire et égalitaire dont il est question dans ce texte? Je n'ai pas la possibilité de faire une réponse exhaustive à cette question. Je dois me contenter de faire une réponse courte. Elle est issue de certaines avancées de la coopération Nord-Sud pratiquée depuis 25 ans au Québec, en complicité avec nos partenaires dans le Sud.

La réponse, en un mot, c'est que la coopération qui s'instaure entre les partenaires du Nord et du Sud s'intéresse non seulement au développement social, mais aussi au développement économique communautaire des acteurs locaux qui prennent en charge leur propre développement. Ce partenariat se démarque nettement du partenariat classique avec des compagnies multinationales canadiennes qui ont des activités productivistes dans des pays du Sud, un partenariat que dénonçait le Comité Québec-Chili dans sa campagne amorcée en décembre 1975. Il s'agit d'une innovation importante apparue dans la famille québécoise des organismes de coopération internationale au cours des trois dernières décennies.

Les organismes qui travaillent avec cette problématique au Québec, ce ne sont pas seulement des organismes classiques de coopération internationale comme le CECI, Oxfam-Québec, Développement et Paix, etc. Ce sont aussi des organismes qui ont des ancrages dans le mouvement ouvrier et populaire et qui, au cours des trois dernières décennies, se sont donné des prolongements ou des outils pour intervenir sur le plan de la solidarité internationale avec une philosophie qui favorise l'entraide internationale de coopérative à coopérative, de syndicat à syndicat, de groupe de femmes à groupe de femmes, etc.

Parmi les caractéristiques des organismes québécois qui s'intéressent au nouveau modèle de coopération internationale en incluant le développement à la fois social et économique, mentionnons les suivantes⁷³ :

- Ils soutiennent le développement et la consolidation des infrastructures économiques locales.
- Ils privilégient les initiatives de l'économie sociale et solidaire et les services de proximité.
- Ils facilitent l'accès au crédit au moyen de « prêts patients », de garanties de prêts et de fonds de crédit agricole.
- Ils facilitent l'accès à la terre, à l'électricité, à l'eau potable et aux infrastructures routières, ainsi que la création de caisses d'épargne et de crédit.
- Ils s'attaquent aux problèmes structurels que le défi écologique nous pose autour de deux axes centraux de la transition : énergie/climat et santé/agriculture/alimentation.
- Ils ne misent pas seulement sur le financement public.
- Ils s'inscrivent dans une perspective de travail dans la durée, ce qui nécessite au moins une génération pour changer les choses durablement.
- Ils font appel à la participation des organisations paysannes, des coopératives, des collectifs de femmes et de jeunes.

Cette approche implique le dépassement de l'approche par projets affectionnée par les organismes subventionnaires du Nord, comme, au Canada, l'Agence de développement international (ACDI) des décennies 1980 et 1990 et Affaires mondiales Canada (AMC) des années 2000-2024. Vue du Sud, l'approche traditionnelle a l'inconvénient de durer un temps limité et de ne pas avoir de retombées pérennes. Une fois que les projets sont terminés, les groupes concernés au Sud doivent repartir à zéro, faire d'autres projets. L'idée, c'est de travailler sur des cycles de 5-10 ans, plutôt que sur des projets de 4-5 ans.

Parmi les OCI qui appliquent le modèle de coopération réciproitaire et solidaire dans le domaine du développement économique, on peut mentionner les six suivants au Québec :

- 1) **L'Union des producteurs agricoles Développement international (UPA DI);**
- 2) **Développement international Desjardins (DID);**
- 3) **La Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI),** une institution développée par le mouvement coopératif;
- 4) **Le secteur solidarité internationale de la Caisse d'économie solidaire Desjardins;**

⁷³ Je fais ici des emprunts à Louis Favreau, *Le Fonds Solidarité Sud, histoire, parcours et perspectives*, Gatineau, Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC), UQO, 2022, p. 11-14 et 45-52. Version numérique en accès libre à l'adresse suivante : <https://www.fondssolidaritesud.org/publications/>

- 5) **MCE Conseil**, un outil collectif développé par la CSN pour soutenir le développement solidaire notamment des entreprises d'économie sociale et solidaire faisant preuve de viabilité au Québec comme dans les pays du Sud;
- 6) **Le Fonds Solidarité Sud (FSS)**, une fondation d'économie solidaire qui existe depuis 15 ans et soutient des initiatives de finance solidaire dans les pays du Sud; ce fonds se finance avec une collecte annuelle de contributions au Club des 100, des legs testamentaires et du capital différé de polices d'assurance-vie, etc. Depuis ses débuts, le Fonds Solidarité Sud soutient des organisations paysannes, des coopératives et des collectifs de femmes, de concert avec UPA DI et SOCODEVI, en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. www.fondssolidaritesud.org
- 7) Il faut aussi mentionner le **Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ)** soutenu à la fois par le gouvernement du Québec, l'AQOCI et la quinzaine d'OCI qui en sont membres. <https://fisiq.org>.



Évidemment, dans les pays du Sud, il y a une liste longue qui pourrait être dressée de partenaires dont les pratiques de développement local s'harmonisent bien avec les valeurs du modèle solidaire et réciproitaire. Pour avoir une idée de ce type d'organismes et de leurs contributions dans le développement économique et social des pays du Sud, la visite du site web de l'un ou l'autre des organismes québécois mentionnés ci-dessus fournit des informations pertinentes⁷⁴.

Le modèle d'intervention innovante de coopération Nord-Sud a été mis à rude épreuve au Canada en 2012, lorsque le gouvernement fédéral, dirigé par Premier ministre Stephen Harper (2006-2015), a coupé les fonds attribués aux OCI qui pratiquent **la coopération solidaire**, pour les rediriger vers des OCI conservateurs, souvent reliés à des groupes religieux de droite, qui interviennent en soutien aux intérêts des entreprises multinationales canadiennes qui ont des activités extractives des ressources naturelles dans les pays du Sud,

⁷⁴ Par exemple, je suggère une visite sur deux sites conviviaux et riches en information, soit celui du Fonds Solidarité Sud (FSS). Ainsi que celui du Fonds d'investissement de solidarité internationale du Québec (FISIQ).

comme la compagnie minière *Barrick Gold* qui opère au Chili et en Argentine. Ce changement de la politique canadienne de développement international correspond à la transition entre l'époque de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui a existé de 1968 à 2013, et celle d'Affaires mondiales Canada (AMC) apparue en 2013, après avoir avalé l'ACDI. Ce virage de la politique de développement international sous le gouvernement Harper a créé des difficultés à la majorité des 70 OCI qui font partie de l'AQOCI, notamment à ceux qui ont fait le choix du modèle de développement réciproitaire qui promeut les valeurs et les choix de **l'économie sociale et solidaire** (ESS).

CONCLUSION

La référence au Chili et au projet politique de l'Unité populaire était centrale dans le modèle de solidarité Nord-Sud que nous avons pratiqué au Québec dans les années 1970, entre autres dans la mouvance socialisme et indépendance. Il est permis de penser que l'héritage de la solidarité Québec-Chili a constitué l'un des points d'appui qui a permis depuis un demi-siècle d'élargir et d'approfondir un modèle innovant de coopération Nord-Sud que j'ai qualifié de solidaire, égalitaire et réciproitaire. Un modèle qui a continué d'évoluer dans les années 2000 en accordant une place centrale non seulement au développement social mais aussi et surtout au développement économique imprégné par l'économie sociale et solidaire au Sud comme au Nord.

Par contre, le cas du Chili qui occupe une place centrale dans les parties du texte consacrées aux années 1970 et 1980 est disparu des radars dans les parties consacrées aux périodes ultérieures à 1990. Cet oubli ne devrait pas nous étonner. Il est normal que l'évolution de la solidarité Nord-Sud vécue à partir du Québec, ces dernières décennies, fasse de la place à autres pays du Sud que le Chili et à d'autres continents que l'Amérique latine et les Caraïbes.

Néanmoins, depuis que j'ai replongé dans le dossier du Chili à l'occasion du 50 anniversaire du Coup d'État, je me suis demandé si nous n'aurions pas avantage, aujourd'hui, à réfléchir à nouveau aux enseignements du cas chilien. D'ailleurs, c'est un constat que j'ai fait dans le présent texte, dans le point « sixièmement » de la section 2.1, en soulignant qu'une partie de la gauche a omis de mener une réflexion sérieuse sur les causes de l'échec de l'expérience de l'Unité populaire, en laissant entendre que le projet socialiste d'Allende était *inévitablement* voué à l'échec » et que j'avais ajouté : « Un demi-siècle plus tard, cette réflexion s'impose plus que jamais »⁷⁵. Cette partie de mon texte sur le « sixièmement » a une importance cardinale parce qu'elle attire l'attention sur le fait que dans les années 1970, le nouveau modèle de coopération Nord-Sud que nous avons développé était véhiculé par des personnes qui cherchaient dans le Nord comme dans le Sud l'émergence d'un projet politique de transformation structurelle de la société et de l'économie comme celui de l'Unité populaire. D'où l'importance de revenir à ce projet, de l'approfondir, de mieux cerner et ajuster ses conditions de réalisation et de le défendre.

⁷⁵ L'adhésion à un projet de société tel celui de l'UP, pour notre courant de solidarité solidaire Québec-Chili, était un élément fondamental, tant au Québec qu'au Chili. Je fais l'hypothèse que nous en avons besoin encore aujourd'hui dans notre modèle de solidarité internationale solidaire et réciproitaire.

Je ne souscris pas à la thèse voulant que le coup d'État du 11 septembre 1973 démontre qu'Allende avait eu tort de promouvoir son projet de « socialisme à la chilienne » et qu'il aurait dû choisir les armes pour le réussir⁷⁶. Ce à quoi je m'objecte ici, c'est au choix du mot « inévitablement ». Je préfère dire que la voie chilienne de l'UP était difficile, mais faisable, voire nécessaire. L'erreur ne fut pas de choisir la non-violence et le respect des institutions démocratiques. ***Ce fut de ne pas parvenir, par un meilleur travail d'alliance, à obtenir un appui de plus 50%***, c'est-à-dire de dépasser le pourcentage d'appui populaire de 36,3 % obtenu par la coalition de l'UP aux élections présidentielles de septembre 1970 et celui de 42,2 % obtenu aux élections législatives de 1973. Pour faire un changement institutionnel important dans une société, il faut avoir un appui populaire d'au moins 50%. Depuis 50 ans au Chili, plusieurs intellectuels de gauche, dont le sociologue Manuel Antonio Garretón, ont réfléchi à cette nécessité et ont fini par se demander si l'atteinte de ce seuil de 50% d'appui populaire au temps d'Allende n'aurait pas nécessité deux conditions. D'une part, gruger une portion plus grande des votes de l'aile progressiste de la Démocratie-Chrétienne (la tendance Tomic). D'autre part, négocier un pacte de non-agression avec le MIR.

En tenant compte des réflexions et des débats relancés par la commémoration du 50^e anniversaire du Coup d'État, au Québec comme au Chili, je constate que nombre de travaux novateurs sur ***le gouvernement de l'UP et Allende*** ont été rendus possibles grâce à des comparaisons avec deux autres types de gouvernements de coalition. D'une part, avec ***les divers gouvernements de centre-gauche de la période de la Concertation (1990-2018)***. D'autre part, avec le ***gouvernement de Gabriel Boric (2022-2024)*** qui a élargi la coalition en faisant de la place à une dizaine de partis provenant de trois blocs : a) le PC; b) les partis de la Concertation; c) les partis de la « nouvelle gauche » du *Frente Amplio*, dont *Convergencia social*, le parti de Boric. Parmi les 24 membres du Conseil des ministres trois viennent du PC, dont Camila Vallejo, une figure emblématique du mouvement étudiant de 2011. Certains intellectuels de gauche, comme Thomas Moulian et Manuel Antonio Garretón, appuient le rapprochement entre les trois familles de la gauche pour co-construire un nouveau consensus (Concertation, PC et FA)⁷⁷. D'autres reprochent à Boric de conserver dans son gouvernement les partis de centre-gauche de la Concertation, au lieu de s'en séparer, comme il l'avait fait jusqu'en 2019⁷⁸.

Les travaux comparatifs des trois sortes de gouvernements de coalition de gauche que le Chili a connu depuis un demi-siècle permettent de voir les différences pour les décisions politiques entre les gouvernements de gauche dirigés par un seul parti et ceux qui sont dirigés par une coalition comprenant plus d'un parti.

⁷⁶ Je me souviens d'un *poster* qui illustrait cette thèse et circulait dans les milieux de gauche dans les mois qui ont suivi le coup d'État. Ce poster montrait Allende, habillé en soldat avec un casque militaire et une mitraillette dans les mains.

⁷⁷ Voir : *Conversación de Tomás Moulian y Manuel Antonio Garretón sobre los 50 años del Golpe de Estado-I*. <https://www.youtube.com/watch?v=hL70GiHZXTw>.

⁷⁸ Voir Franck Gaudichaud et Luis Reigada, « Au Chili, 'le décrochage est total au sein des classes populaires' », CADTM, 1^{er} avril 2024.

En ce qui concerne les limites des gouvernements de gauche monopartistes, qu'il suffise de rappeler l'expérience récente, en Amérique latine, des gouvernements de gauche qui, dans les décennies 2000 et 2010, ont été associés au « Socialisme du 21^e siècle ». Je pense ici aux gouvernements d'Hugo Chavez et Nicolas Maduro au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Équateur, de Daniel Ortega au Nicaragua, de Fidel et Raul Castro à Cuba, etc. On l'a vu depuis longtemps avec le cas cubain et plus récemment avec les cas du Nicaragua et du Venezuela, ce modèle de gouvernement de gauche dirigé par un parti unique crée des contraintes pour la démocratie avec la tentation qu'elle donne aux leaders de s'agripper au pouvoir, comme on l'a vu encore récemment dans le dossier des dernières élections vénézuéliennes.

L'enjeu ici touche les possibilités de faire du travail de délibération transversal et trans-partisan, pour co-construire sur des consensus plus larges en ayant l'appui de plus d'un parti politique. Si un gouvernement, à partir de ses institutions exécutives et législatives, prend ses décisions en s'appuyant sur les propositions d'un seul parti, c'est moins prometteur pour aller chercher des appuis larges et des majorités de 50% dans la population que s'il est alimenté par des délibérations ouvertes à la participation de plus d'un parti. On l'a vu au Québec dans le dossier de l'aide médicale à mourir. On ne le voit pas dans les débats des assemblées nationales françaises et québécoises, ces années-ci, parce que la culture du travail de coalition est pratiquement inexistante.

Yves V. 12 septembre 2024

Bibliographie sur les publications impliquant Yves Vaillancourt dans les années 1970-1985

- Yves Vaillancourt (1970). *L'Église en Amérique latine*, dossier présenté à M. Bernard Charles, professeur de science politique et à M. Jacques Grand'Maison, professeur de théologie, Montréal, Université de Montréal, 52 p.
- Yves Vaillancourt, « Les élections au Chili », *Relations*, no 354, novembre 1970, p. 295-297.
- Lisa Hobbs, « The compassionate concern of a revolutionary Jesuit in Quebec », *The Vancouver Sun*, 12 décembre 1970, p. 6.
- Dussault, Gabriel et Yves Vaillancourt, « Qui a comploté? », *Relations*, no 355, décembre 1970, p. 324-325.
- Yves Vaillancourt (qui signe l'article à la place de Max Chancy), « Duvalier, jusqu'à la fin des siècles », *Relations*, no 357, février 1971, p. 46.
- Yves Vaillancourt, « Les chrétiens révolutionnaires en Amérique latine », *Relations*, no 360, mai 1971, p. 139-144.
- Yves Vaillancourt, « Quelques questions à Paul VI », *Relations*, no 361, juin 1971, p. 174 et 239 et suivantes.
- Yves Vaillancourt, « Un réseau à bâtir », *Relations*, no 363, septembre 1971, p. 239.
- Yves Vaillancourt et Judith Thériault (1971). « Un Bolivien révolutionnaire : Maurice Lefebvre, Oblat », *Relations*, no 364, octobre, p. 273 et suivantes.
- Michel Dussault et Yves Vaillancourt, « CSN : la réouverture du deuxième front », *Relations*, no 365, novembre 1971, p. 291-293.
- Yves Vaillancourt, « La crisis de Ilades », *Vispera*, no 22, avril 1971, Montevideo, p. 18-27. <http://anaforas.fic.edu.uy/jspui/handle/123456789/38879>.
- Yves Vaillancourt, « Chili : la crise de l'ILADES. L'Église sur la carte politique chilienne, 1964-1970 », *Frères du monde*, no 77, 1971, p.107-118.
- Yves Vaillancourt, « Les chrétiens et l'engagement sociopolitique », *Relations*, no 267, janvier 1972, p. 10-13.
- Yves Vaillancourt. « Évangélisation et groupes sociaux », *Communauté chrétienne*, vol. 11, nos 62-63, mars-juin 1972, p. 162-170.
- Guy Bourgeault, « Un réseau qui se bâtit », *Relations*, mai 1972, p. 142.
- Yves Vaillancourt, « Les politisés chrétiens et la libération », *Relations*, no 371, mai 1972, p. 141-145.
- Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Du chômage à la libération suivi du Manifeste de la FTQ*, Montréal, éditions québécoises, printemps 1972, 112 p.
- Yves Vaillancourt, « Le Congrès de Santiago : première rencontre latino-américaine des Chrétiens pour le socialisme », *Relations*, no 372, juin 1972, p. 176 et suivantes.
- Yves Vaillancourt, « Pourquoi s'intéresser au Chili? », *Relations*, no 373, juillet-août 1972, p. 198 et suivantes.
- Yves Vaillancourt, Pierre Lagrenade et Louis Favreau, *Projet de SECRÉTARIAT QUÉBEC-CHILI*, Montréal, Centre de formation populaire, le 7 août 1972, CFP, Montréal, 5 p.
- Yves Vaillancourt, « Le Chili... deux ans après », *Relations*, 375, octobre 1972, p. 261-266.
- Yves Vaillancourt, *Les nouvelles solidarités*, Montréal, SUCO, 16 p. Texte de la conférence faite le 2 juin 1973 au congrès de SUCO.
- Yves Vaillancourt, « Un virage à Développement et Paix? », *Relations*, no 381, avril 1973, p. 108.
- Yves Vaillancourt, « Nos évêques ont-ils quelque chose à dire? », *Relations*, no 386, octobre 1973, p. 268-272.
- Yves Vaillancourt, « Un laboratoire pour le christianisme de demain », no 387, novembre 1973, p. 302.
- Yves Vaillancourt, « Pourquoi Allende en a-t-il arraché? » (1), *Relations*, no 387, novembre 1973, p. 300-304.

- Yves Vaillancourt, « Pourquoi Allende en a-t-il arraché? » (2), *Relations*, no 388, décembre 1973, p. 334-339.
- Yves Vaillancourt, « Une entrevue avec Gonzalo Arroyo : La conjoncture internationale, les Églises et les chrétiens », *Relations*, no 395, juillet-août 1974, p. 210-216.
- Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier I, *Les années 1900 à 1929*, À frais d'auteurs, Montréal, automne 1974, 132 p.
- Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier IV, *Les années 1960*, À frais d'auteurs, Montréal, automne 1974, 305 p.
- Yves Vaillancourt, « Table-ronde : Un second souffle est-il possible? », *Relations*, no 397, octobre 1974.
- Yves Vaillancourt, « L'héritage des années trente », *Relations*, vol. 34, no 398, novembre 1974, p. 310-318.
- Réseau des politisés chrétiens (1974). « Depuis 1960 : l'Église et les chrétiens dans l'histoire du mouvement ouvrier au Québec », *Relations*, vol. 34, no 398, novembre 1974, p. 293-297. [j'ai été le rédacteur principal de ce texte costaud qui est représentatif de ma pensée de l'époque].
- Yves Vaillancourt, « Le Congrès de Québec : la première rencontre internationale des Chrétiens pour le socialisme », *Relations*, no 405, juin 1975, p. 174-175.
- Guy Bourgeault et Yves Vaillancourt, « Deux Amériques à libérer : compte-rendu du congrès théologique de Détroit, 'Theology in the Americas : 1975 », *Relations*, no 408, octobre 1975, p. 276-281.
- Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier IV, *Les années 1930*, À frais d'auteurs, Montréal, automne 1975, 425 p.
- Lorraine Guay, Gilbert Renaud et Yves Vaillancourt, *La social-démocratie et les militants chrétiens*, Texte-outil no 6, Réseau des politisés chrétiens, Montréal, avril 1978, 144 p.
- Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, Cahier V : *Les fonctions de la sécurité sociale : l'idéologie*, À frais d'auteurs, Montréal, automne 1978, 304 p.
- Yves Vaillancourt. « La position constitutionnelle du MSA-PQ de 1969 à 1979 », dans CFP, *Au-delà du parti québécois. Lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle Optique, 1982, p. 69-123.
- Yves Vaillancourt, Chantale Rondeau et Franklin Midy, « Les dessous du conflit SUCO-ACDI: des universitaires s'interrogent », *La Presse*, Montréal, mardi 27 décembre 1983.
- Yves Vaillancourt (1988). *L'évolution des politiques sociales au Québec (1940-1960)*, Montréal, PUM, 502 p. [Ce livre est l'aboutissement du Cahier III de la série Pelletier et Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, dont une première version était apparue le 31 juillet 1973].
- Yves Vaillancourt, « Pourquoi on s'intéressait au Chili en 1970 », *À l'heure latino-américaine*, revue du CEDAL, 2^e époque, nos 15-16, printemps 1994, p. 31-33.